

les plus belles géographiquement parlant et où vivent des Canadiens sûrement dotés d'un excellent jugement puisqu'ils m'ont élu pour les représenter au Parlement en septembre 1984.

Malheureusement, monsieur le Président, c'est aussi une région où le taux de chômage est élevé. C'est un problème pour mes électeurs depuis plusieurs générations. Le gouvernement antérieur n'avait rien fait pour vraiment s'attaquer au problème. Notre gouvernement, quant à lui, a pris des mesures importantes afin de donner des emplois à plein temps à mes électeurs. En répondant à ma question, le ministre a fait état de ces initiatives, qui comprennent le crédit d'impôt pour le Cap-Breton et l'aide complémentaire dans le cadre du programme de développement industriel et régional. Ces mesures sont généreuses, mais il semble qu'il faille faire davantage.

Le temps presse. Les employés licenciés des usines d'eau lourde ne peuvent vraiment se présenter nulle part pour solliciter un nouvel emploi. J'ai été très heureux d'entendre les projections optimistes du ministre sur les nouveaux débouchés. Le ministre fait de vaillants efforts. C'est incontestable, mais la difficulté du problème est tout aussi incontestable.

Les divers gouvernements fédéraux et provinciaux qui se sont succédé ont examiné ce problème. Cependant, il y a, selon moi, d'autres initiatives importantes qu'on pourrait prendre dès maintenant pour créer des emplois à long terme. Il est facile de déplorer les échecs. Pour prouver qu'il a l'esprit d'initiative voulu, un député doit montrer non pas uniquement qu'il est capable de cerner les problèmes, mais aussi qu'il peut proposer des solutions. Le gouvernement antérieur n'avait pas relevé ce défi. Je voudrais présenter aujourd'hui quelques éléments de solutions qui font ressortir des possibilités de débouchés dans ma circonscription. Pour exploiter ces possibilités, il faudrait un apport financier de tous les échelons gouvernementaux. Selon moi, ces initiatives n'entraîneraient pas une perte financière nette pour le gouvernement du Canada. Bien des gens qui profiteraient de ces dépenses tirent maintenant leur revenu d'un échelon gouvernemental ou d'un autre. Bref, je parle d'un investissement du gouvernement du Canada, d'un bon investissement qui rapportera des profits aux citoyens de ma circonscription et par conséquent au Canada.

Nous devons faire preuve de bon sens, et commencer par chercher de nouveaux débouchés économiques en utilisant davantage nos ressources naturelles. Voici ce que je propose dans cet esprit. Nous avons l'environnement qui convient à la régénération des forêts et c'est pourquoi je suggère de mettre en place un programme de gestion forestière nettement améliorée. En plus de donner du travail à des centaines de personnes pour la plantation des arbres et l'abattage des vieilles forêts qui se dégènerent, nous fournirions au principal employeur de la région, Stora Forest Industries, les matières premières dont il a besoin. Ainsi, nous protégerions les emplois existants et nous permettrions à cette industrie de mieux planifier ses opérations. Qui sait, une gestion plus judicieuse de nos forêts permettra peut-être d'élargir les entreprises qui les utilisent. Il se peut qu'elles installent de nouvelles machines à papier journal.

Nous devons envisager d'utiliser les déchets de bois comme combustibles, peut-être pour chauffer les établissements publics. Nous aurions alors besoin de copeaux de bois, ce qui permettrait aux chômeurs de retourner travailler, dans les

forêts, par exemple. Nous devons également examiner la possibilité d'agrandir la pépinière Strathlorne, une source de plants d'arbres dont nous avons besoin pour améliorer notre programme de gestion forestière.

Dans le secteur de la pêche, nous pouvons améliorer la qualité du poisson et accroître ainsi la valeur de nos exportations, ce qui nous permettra de réinvestir davantage dans nos localités. Nous devons élargir également le programme d'aménagement de ports pour petites embarcations afin que nos pêcheurs disposent des meilleures installations possibles pour exploiter les ressources de la mer. La transformation du poisson doit se faire chez nous et nous devons cesser d'exporter des produits semi-transformés. Nous devons étudier la possibilité d'utiliser encore plus d'espèces de poisson.

Dans le secteur touristique, nous avons de nombreuses occasions de prolonger la saison. A l'heure actuelle, les activités de certaines entreprises touristiques se limitent à 90 jours. Nous pouvons certainement améliorer la situation. Je propose de consacrer davantage d'argent à la publicité et à l'amélioration de nos installations et services touristiques.

● (1825)

Le secteur agricole prend de l'importance et apporte 8 millions de dollars à l'économie du comté d'Antigonish. Depuis dix ou 15 ans, ses progrès ont été impressionnants.

D'autres mesures permettraient d'assurer des emplois permanents. Par exemple, je préconise de construire une centrale électrique alimentée au charbon dans le détroit de Canso. Nous avons désespérément besoin d'une nouvelle centrale électrique en Nouvelle-Écosse et nous devons cesser d'utiliser du pétrole. En plus d'implanter une industrie dans le détroit de Canso, cela fournirait du travail aux mineurs des régions industrielles du Cap-Breton.

Je propose de construire un institut de recherches sous-marines dans le détroit de Canso pour compléter l'institut nautique de Nouvelle-Écosse actuellement en construction.

Je préconise l'expansion de la pépinière Strathlorne dont j'ai déjà parlé. Je suggère de construire le Musée Grassy Island, à Canso, une région isolée de ma circonscription. Je propose la réfection de la route afin que nous puissions développer davantage le potentiel touristique de cette région.

Il faut améliorer le port de Cheticamp. On y débarque chaque année des millions de tonnes de poisson dont une grande partie est transportée par camion. Nous avons la possibilité de faire de Cheticamp le centre des services de transport maritime de la région du golfe. Cette initiative s'impose tout naturellement et il faut l'appuyer énergiquement. Nous devons investir des capitaux dans notre industrie navale.

Il faudrait également développer davantage le potentiel du port de Mulgrave afin d'en faire un centre de service et de commerce international. Nous devons songer à transférer des postes de fonctionnaires dans cette région durement touchée par le chômage dans le cadre de ce que nous appelons la décentralisation.

Ces initiatives entraîneront des dépenses, mais ce sera un bon investissement. Nous ne devons jamais oublier la nécessité de nous montrer prudents et réalistes.